



PRÉFÈTE DE LA HAUTE-SAÔNE

DREAL BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Unité Départementale Haute-Saône,
Centre et Sud Doubs

ARRÊTÉ DREAL//2017 N° 70-2017-05-31-007

en date du 31 MAI 2017

prescrivant à la SAS GSM la constitution d'une
roselière, conformément aux termes de l'arrêté du
8 avril 2004, pour sa carrière de Velet au lieu-dit « Près
Médecins »

LA PRÉFÈTE DE LA HAUTE-SAÔNE
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU

- le code de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral DRIRE//2004 n° 748 du 8 avril 2004 autorisant l'extension à de nouveaux terrains localisés sur la commune de Velet, de l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires en eau de la SAS GSM ;
- l'arrêt du 30 mars 2017 rendu par la Cour Administrative d'Appel de Nancy dans l'affaire enregistrée sous le numéro 16 NC00577 ;
- le dossier de demande d'autorisation d'étendre à de nouveaux terrains localisés sur la commune de Velet, l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires en eau de la SAS GSM, et ses annexes, enregistré le 18 novembre 2002 et modifié les 13 et 27 février 2003 ;
- le rapport de l'inspection de l'environnement du 29 mai 2017 proposant de prescrire la constitution d'une roselière conformément aux termes de l'arrêté du 8 avril 2004 ;

CONSIDÉRANT

- qu'il y a lieu d'appliquer la décision de la Cour Administrative d'Appel de Nancy consistant à prendre un arrêté vis-à-vis de la SAS GSM afin d'exiger d'elle la constitution d'une roselière conformément aux termes de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2004, à savoir une roselière d'un hectare telle que prévue dans le dossier de demande d'autorisation et ses annexes, enregistré le 18 novembre 2002 et modifié les 13 et 27 février 2003 pour satisfaire aux objectifs visés à l'article 31.5 de l'arrêté du 8 avril 2004, notamment en vue de favoriser la nidification des oiseaux ;
- que les difficultés de mise en œuvre nécessitent d'accorder un délai de six mois pour sa réalisation, et que la réalisation d'une action de contrôle est à prévoir à deux mois pour s'assurer que le projet arrive à son terme ;

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAÔNE
BP 429 – 70013 VESOUL CEDEX – tel. : 03 84 77 70 00 / Fax : 03 84 76 49 60
Courriel : prefecture@haute-saone.gouv.fr

- que les dispositions des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement permettent de prescrire la constitution de la roselière ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

Sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, la SAS GSM, dont le siège social est situé à Les Technodes – BP2 – 78931 GUERVILLE CEDEX, constitue à ses frais une roselière de 1 ha telle que prévue dans le dossier de demande d'autorisation et ses annexes, enregistré le 18 novembre 2002 et modifié les 13 et 27 février 2003 pour sa carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires en eau sur la commune de Velet, au lieu-dit « Près Médecins » pour satisfaire aux objectifs visés à l'article 31.5 de l'arrêté du 8 avril 2004, notamment en vue de favoriser la nidification des oiseaux.

Sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, la SAS GSM transmet à l'inspection de l'environnement :

- un dossier présentant de manière précise les mesures envisagées pour satisfaire à la prescription édictée à l'article 1,
- dans le cas où l'assentiment des propriétaires des sols qu'il est nécessaire d'occuper ne serait pas obtenu, les informations prévues à l'article 3 de la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics seront communiquées à l'inspection des installations classées, afin qu'un arrêté d'occupation temporaire des sols soit pris (y compris les coordonnées des propriétaires pour les contacter).

ARTICLE 2

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Besançon :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article 3 du présent arrêté ;
 - b) la publication de l'arrêté sur le site internet de la préfecture prévue au 3° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 3

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Velet et peut y être consultée ;

2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de Velet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
3. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 4

Le présent arrêté est notifié à la SAS GSM et est publié au recueil des actes administratifs du département.

La secrétaire générale de la préfecture, le maire de la commune de Velet, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée :

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté à BESANCON ;
- au chef de l'unité départementale Haute-Saône, Centre et Sud Doubs de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, à VESOUL.

Fait à Vesoul, le **31 MAI 2017**

La Préfète,



Marie-Françoise LECAILLON